

# Sommaire

## Actualités

page 2

Aperçu rapide, Lucie SOURZAT, 1999-2026 : les 27 ans d'une promesse législative, À propos de la loi n° 2026-404 du 26 mai 2026 visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs p. 2, L'information en continu p. 4

## Actes administratifs

page 10

2181 **Étude** Myriam STYCZEN - Les noces d'étain de la jurisprudence Fairvesta/Numéricable : bilan et perspectives d'une décennie de contentieux du droit souple

## Budget / Finances / Fiscalité

page 16

2182 **Étude** Nicolas PÉHAU, Émilie MOYSAN, Laure GÉRARD, Stéphanie DAMAREY - Les compétences non juridictionnelles des juridictions financières, Le suivi des recommandations par les CRTC, le contrôle de clubs sportifs et les leçons données par la Cour des comptes sur la situation budgétaire au début de l'année 2026

## Domaine / Patrimoine

page 25

- 2183 **Commentaire** Christophe ROUX - Cessions publiques et condition suspens (iv) e : la vente sera presque parfaite (CE, 16 mars 2026, n° 493615, Cne Case-Pilote : Lebon T. ; JCP A 2026, act. 147)
- 2184 **À noter également** Philippe YOLKA - Le contentieux des « redevances plaisance » - encore et toujours - entre deux eaux (TJ Toulon, ord. réf., 17 févr. 2026, n° 25/02907, SAS Portelo)
- 2185 **À noter également** Christophe TESTARD - L'insuffisante information des élus locaux n'est pas toujours neutralisée (CAA Marseille, 6 févr. 2026, n° 25MA00801, Cne Châteauneuf-Grasse)
- 2186 **À noter également** Paul-Maxence MURGUE-VAROCLIER - L'utilité publique (injustement) contrariée par la charge d'une libéralité (CAA Bordeaux, 8 janv. 2026, n° 23BX02991, inédit)
- 2187 **À noter également** Caroline CHAMARD-HEIM - L'occupation du domaine public maritime par les clients des établissements commerciaux voisins (Rép. min. Transition écologique n° 06891 : JO Sénat 2 avr. 2026, p. 1620)
- 2188 **À noter également** Caroline CHAMARD-HEIM - Transfert des infrastructures routières en faveur de la collectivité européenne d'Alsace (CAA Nancy, 31 mars 2026, n° 23NC02159, Collectivité européenne d'Alsace)

## Fonctions publiques et RH

page xx

2189 **Conclusions** Marc FREMONT, **Note** Didier JEAN-PIERRE - Le principe de loyauté de la preuve s'oppose-t-il à la prise en compte par le juge administratif d'enregistrements de conversations détenus par un agent public mettant en cause sa hiérarchie, afin de faire présumer l'existence d'un harcèlement moral ? (CAA Versailles, 23 avr. 2026, n° 25VE00166, CAA Versailles, 23 avr. 2026, n° 24VE03169 : JCP A 2026, act. 225)

## Responsabilité

page 41

2190 **Conclusions** Cécile ODY - Sites pollués : la prescription trentenaire ferme la voie de la remise en état (CAA Nantes, 7 avr. 2026, n° 23NT00099 et 23NT00102, Cne Palais, c/ Sté EDF et Sté ENGIE : JCP A 2026, act. 213)

## Urbanisme / Aménagement

page 43

- 2191 **Commentaire** Fouad EDDAZI - Le bénéfice du régime des travaux sur constructions existantes en cas de fin de validité du permis de construire ou d'achèvement de la construction autorisée (CE, 13 nov. 2025, n° 497105, Sté Neuilly Île de Jatte : Lebon T. ; JCP A 2025, act. 539)
- 2192 **Commentaire** Jean-Loup MIRABEL - Contentieux de l'urbanisme : possibilité encadrée de régulariser un recours administratif non notifié (CE, 28 janv. 2026, n° 499985, Sté Domaine de Métifiot : Lebon T. ; JCP A 2026, act. 72)